

Le député pourrait-il également nous parler de la taxe imposée au secteur rural du Canada, que l'on appelle aussi la taxe sur les appels interurbains? Dans les régions rurales d'un bout à l'autre du pays, pour téléphoner au médecin, au concessionnaire de machines agricoles, ainsi de suite, il faut faire des appels interurbains. Cette taxe sans précédent, prélevée sur la liberté de parole, est à présent de 10 p. 100.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) dispose d'une minute pour répondre.

M. Benjamin: Monsieur le Président, il me sera difficile de m'en tenir à une minute comme me le demande la présidence. J'ai toujours cru que la taxe de vente était essentiellement du ressort des provinces et des municipalités. Le gouvernement s'est passablement interposé dans des domaines qui ne sont pas normalement de son ressort. Bien que nous ayons toujours imposé certaines taxes fédérales sur les ventes des fabricants et certaines taxes d'accise, voilà que le gouvernement fédéral est désormais autorisé à imposer des taxes sur la vente au détail. Les provinces et les municipalités ont assurément besoin de fonds pour les routes, les rues, et d'autres services qu'il leur faut assurer et entretenir. Je préférerais qu'on impose une taxe de vente sur l'exportation des ressources énergétiques du Canada.

M. Boudria: Ce n'est pas possible avec le libre-échange.

M. Benjamin: On a renoncé à cela aussi, mais il me semble que ce domaine s'y prêterait bien. Après tout, ce sont nos ressources et elles ont énormément de valeur pour nous. Nous pourrions créer des revenus dans ce domaine.

La différence est énorme, non pas tant du fait de la nature des taxes, mais plutôt de l'usage que l'on compte en faire. Si le gouvernement consacrait les recettes d'une taxe de vente sur l'essence à la reconstruction de l'autoroute Trans-Canada ou à la prestation de services gratuits de transbordeur sur les côtes est et ouest, et si la nation entière partageait le coût du transport, j'y verrais une certaine utilité. Si les taxes fédérales sur l'essence servaient à financer le transport sur route et par transbordeur, on pourrait le pardonner au gouvernement national. Toutefois, il impose l'essence, non pas pour offrir ces services, mais bien pour réduire le déficit et calmer les yankees tandis que nous en payons tous la note.

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, votre mère vous a-t-elle donné des conseils quand vous étiez jeune? Je suis persuadé qu'elle l'a fait, monsieur le Président. Ma mère avait l'habitude de m'en donner à moi aussi.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Pas assez.

M. Redway: Elle avait l'habitude de m'en donner quand j'étais jeune, et même plus tard elle m'en donnait encore beaucoup. J'écoutais toujours attentivement ce qu'elle avait à me dire. Je ne sais pas quelle sorte de conseils votre mère vous donnait quand vous étiez jeune, monsieur le Président, mais je n'oublierai jamais l'une des choses que ma mère m'a dites. Elle m'a dit que je ne devrais jamais, jamais accepter le poste de ministre des Finances du Canada si on devait me l'offrir un jour.

Le budget—M. Redway

Elle m'a dit ça parce qu'elle croyait honnêtement que si je devenais ministre des Finances du pays, je serais beaucoup détesté. Elle a employé en fait un terme un peu plus fort que celui-là, et c'est parce que c'est ce qu'elle pensait à ce sujet tout comme ses amis et la plupart des autres Canadiens.

Elle ne parlait bien sûr pas de notre ministre des Finances actuel. Elle songeait à certains des ministres passés, tels MM. J.L. Ilsley, Douglas Abbott et Walter Harris qu'on appelait chez nous «Six-buck» Harris. Voilà le genre de ministres des Finances auxquels songeait ma mère quand elle me donna ce conseil. Elle ne songeait pas au ministre actuel des Finances (M. Wilson), car elle ne le connaissait pas. Elle est morte avant qu'il ne le devienne.

Il est intéressant de noter que malgré ce conseil que me donnait ma mère et qui m'est toujours resté en tête, le ministre des Finances actuel semble jouir de beaucoup de respect au Canada, contrairement à tant de ses prédécesseurs. Cela malgré le fait qu'il occupe ce portefeuille depuis trois ans et demi. Vous vous en rappellerez, il a présenté un exposé de politique économique en novembre 1984. Il a présenté un budget en février 1985, un autre en février 1986, un autre en février 1987 et encore un autre cette année en 1988. Cela fait quatre budgets, d'après mes calculs. On a eu droit à l'exposé économique et à quatre budgets. En outre, le ministre a présenté un Livre blanc sur la réforme fiscale et un projet de réforme fiscale.

Normalement, ce genre de mesures prises par un seul ministre des Finances, déplaisent à bien des gens. Étant donné toutes les attaques auxquelles il est censé se livrer contre le contribuable, si les conseils de ma mère étaient justes, pratiquement tous les Canadiens seraient furieux contre notre ministre des Finances à ce stade-ci. Cependant, ce n'est pas le cas. Malgré tout cela, il demeure un homme fort respecté. Chaque jour, toutes sortes d'éditorialistes lui adressent de beaux compliments. En fait, ce midi, mon professeur de français m'a fait lire des passages de la presse québécoise francophone et on y disait de bien belles choses au sujet de notre ministre des Finances. Cela m'amène à penser que le ministre actuel diffère des ministres des Finances qui se sont succédés dans le passé.

● (1640)

Les éloges en question sont également fort surprenantes lorsqu'on songe aux problèmes auxquels le ministre des Finances a dû faire face à son arrivée à ce poste. En septembre 1984, le taux de chômage était extrêmement élevé.

Je me rappelle lorsque j'ai fait campagne durant et après les élections de 1984, alors que j'ai frappé à pratiquement toutes les portes de ma circonscription. S'il y a une chose qui m'a frappé plus que toute autre, c'est que pratiquement toutes les personnes que j'ai rencontrées alors étaient touchées d'une façon ou d'une autre par le chômage. L'un des membres de la famille était au chômage ou les intéressés connaissaient un parent, un voisin ou un ami dans cette situation. Pratiquement tous ceux avec lesquels je me suis entretenu lorsque j'ai fait campagne en 1983 et 1984 étaient durement frappés par la récession économique qui n'avait jamais été aussi grave depuis la crise des années 1930.